



Le compte n'y est pas

La mobilisation doit s'amplifier le 19 mars

Le 29 janvier dernier, 2.500.000 manifestants ont arpenté les rues dans 195 villes du pays, pour dire haut et fort au chef de l'État et au patronat que les salariés, les retraités, les privés d'emploi, ne sont en rien responsables de la crise et refusent d'en être les premières victimes.

Les agents et fonctionnaires territoriaux ont pris une part importante tant dans les cortèges qu'au niveau de la grève. Nous relevons des dizaines d'exemples de collectivités où, le 29 janvier, le taux de grévistes a dépassé les 50, voire les 60%, certaines mairies étant même fermées. Ce n'est pas la peur qui explique cet événement social exceptionnel mais bien la ferme volonté de dire « ça suffit ! » et d'imposer d'autres choix économiques et sociaux.

Sarkozy a certes été obligé d'entendre la rue et a tenté de désamorcer le mécontentement social en convoquant, le 18 février, un sommet social. Force est de constater qu'entendre n'est pas écouter. De ce point de vue, les mesures annoncées relèvent plus du saupoudrage et de l'incantation que de véritables mesures structurelles permettant de sortir de la crise économique, le tout sans remettre en cause les réformes antérieures.

Comparés aux quelques 42 milliards d'euros (paquet fiscal, suppression de la taxe professionnelle, aide aux banques) consentis au patronat et à la finance, le président n'accorde qu'à peine 2,8 milliards d'euros qui bénéficieront à une minorité des salariés les plus frappés par la crise.

Si l'ensemble des organisations syndicales n'est pas convaincu par la prestation de Sarkozy, c'est aussi vrai pour 60% des Français selon un récent sondage.

Les salariés du privé comme du public, les retraités, les privés d'emploi n'en peuvent plus des fins de mois de plus en plus difficiles, où le 30 du mois devient le 15. Selon le baromètre de la fonction publique du Crédit Social des Fonctionnaires, 79% des fonctionnaires constatent un affaiblissement de leur pouvoir d'achat sur les 12 derniers mois...

En effet, entre le 1^{er} janvier 2000 (date du dernier accord salarial) et le 30 novembre 2008, le point d'indice accuse un retard de 8,24% sur les prix (indice INSEE hors tabac), soit une perte de plus de 1% par an, en dépit du ralentissement de l'inflation ces derniers mois.

On doit noter que l'arrivée de Sarkozy et de son gouvernement a marqué une nette aggravation de la situation. Ainsi, la valeur du point d'indice a crû deux fois moins vite que les prix entre le début 2000 et la fin mai 2007 mais trois fois et demi moins vite depuis juin 2007.

(Suite au verso)

Dans le même temps, la faible revalorisation des traitements et l'accumulation des mesures ponctuelles et très insuffisantes sur la grille indiciaire ont contribué à la fois à une « smicardisation » des salaires dans la fonction publique territoriale et un tassement de l'ensemble des carrières. Cette situation conduit à une multitude d'actions pour l'augmentation du régime indemnitaire

En agissant de la sorte, le gouvernement considère que le point d'indice et la grille indiciaire ne sont plus la référence centrale pour tous les fonctionnaires et agents publics en matière de politique salariale, préférant développer le salaire au mérite, l'intéressement ou autre Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat.

Cette politique contraint la très grande majorité des agents territoriaux comme des salariés en général à se serrer la ceinture au moment où les entreprises du CAC 40 ont dégagé 85 milliards de profits en 2008.

Surmonter la crise implique non seulement des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques, mais également un changement radical de politique.

Au lieu d'entreprendre des réformes structurelles réformant notre système économique, le président de la République « garde son cap » en matière de démolition du service public et de destruction de l'emploi public, impactant l'ensemble des services publics :

- Dans le secteur de la santé : après la mise en place de la tarification à l'acte, le projet de loi Hôpital Patient Territoire, en discussion au Parlement, constitue une véritable arme de guerre contre l'hôpital public et les emplois qui en découlent.
- Les services de l'État, à travers la Révision Générale des Politiques Publiques, la suppression d'un fonctionnaire sur deux, la réforme territoriale de l'État sont fortement touchés.
- La Fonction publique territoriale n'est pas en reste. En supprimant la taxe professionnelle en 2010, Sarkozy et son gouvernement privent les collectivités locales de plus de 28 milliards, soit 44,3% de la fiscalité locale. Cette mesure vient se rajouter au bouclier fiscal et autres baisses des dotations d'État ou de remboursement de la TVA. L'ensemble aura des conséquences en terme d'investissement public mais également d'emploi public territorial, de conditions de travail,...



Pour cela, la Fédération CGT des Services Publics revendique :

- Une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice portant le salaire minimum de départ en catégorie C à 1.600 euros, le rattrapage des pertes de salaire cumulées depuis 2000, l'intégration des primes dans le traitement, une réforme complète des grilles indiciaires, la reconnaissance des qualifications.
- Une retraite équivalente au moins à 75% sur traitement (primes comprises), avec un minimum garanti au moins au niveau du SMIC et le retour à l'indexation des pensions sur les salaires.
- Une véritable loi de titularisation accompagnée de mesures ne permettant pas aux collectivités locales de reconstituer un volant de contractuels.
- Une réforme ambitieuse de la fiscalité publique, notamment locale, avec entre autres la transformation de la taxe professionnelle en un impôt pour l'emploi et le développement solidaire des territoires.
- Un dialogue social véritablement renouvelé, accompagné de moyens nouveaux et basé sur la représentativité.

Les luttes menées notamment en Guadeloupe, en Martinique et dans le secteur universitaire démontrent que le rapport de force permet d'obtenir des résultats. De même, les fonctionnaires territoriaux allemands viennent d'obtenir 5,8 % d'augmentation.

62% des Français soutiennent la journée de mobilisation sociale du 19 mars :

**soyons des millions en grève
et dans la rue ce jour là,
voir au-delà si nécessaire, pour contraindre Sarkozy,
son gouvernement et ses amis du MEDEF à changer de politique
économique et sociale, à entendre et écouter la rue !**